

République Française — Département de la Sarthe

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

Christian ROUBY

Professeur au Collège d'Enseignement Général de Sainte-Jamme

Membre du Comité Fédéral

Candidat du Parti Communiste Français

Suppléant : Guy PETIT

Professeur au Lycée Technique

Electrices, Electeurs,

Quinze mois après les élections de Mars 1967 qui marquèrent dans notre circonscription un succès important pour l'opposition au gaullisme et pour la Gauche, je me présente à nouveau au nom du Parti Communiste Français aux suffrages des électeurs.

Les grands mouvements revendicatifs de mai 1968 sont le résultat de l'accumulation du mécontentement de toutes les couches de la population laborieuse. Leur essor a été favorisé par la lutte des étudiants pour une Université moderne et démocratique. Les paysans manifestèrent eux-aussi le 24 mai.

Qui est responsable des grèves ? sinon le régime gaulliste incapable depuis 10 ans de répondre aux problèmes de notre temps.

Qui a créé le chômage volontairement en application du Ve plan ?

Qui a précipité la ruine des exploitations familiales agricoles ?

Qui a imposé la TVA dont sont victimes à la fois les petits commerçants, les artisans, les paysans et les consommateurs ?

Qui maintient les vieux, les pensionnés, les infirmes dans la misère et refuse la retraite à 60 ans pour les travailleurs ?

Qui a refusé d'accorder à l'Université des crédits répondant aux besoins ?

Qui a imaginé cette prolongation de la scolarité qui n'apprend aucun métier aux enfants de 14 ans faute de place dans les Centres d'Apprentissage ?

Dans un régime démocratique le Parlement devrait refléter les préoccupations de toutes les couches de la population. Hélas, avec une majorité docile composée d'hommes comme MM. Chapalain et Le Theule, l'Assemblée Nationale ne peut jouer son rôle.

Dans ces conditions, comment ne pas comprendre et approuver le puissant mouvement de grève qui a déferlé sur le pays ?

Des succès importants ont été obtenus : augmentation des salaires allant de 10 à 20 p. cent, relèvement des bas salaires de 35 p. cent, création de primes diverses, diminution de la semaine de travail amorcée, etc...

Le Chef de l'Etat proclame qu'il aurait accordé tout cela... en 1969. Le bon apôtre ! Il y a 10 ans que les Français entendent de telles promesses.

Quelle confiance les travailleurs peuvent-ils accorder aux projets de « participation » quand le chef du gouvernement, dauphin du général est l'ancien président de la banque Rothschild, M. Pompidou ?

Voter pour le candidat communiste c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les aspirations des paysans et de tous les travailleurs manuels et intellectuels.

Tout au long des récents évènements les hommes et les femmes de notre pays ont pu constater que les communistes se comportaient en hommes responsables, en démocrates sincères et conséquents.

Le gouvernement a tout fait pour organiser le désordre dans le pays. Il a fait traîner délibérément en longueur les négociations avec les travailleurs. Il a organisé des provocations policières. Il s'en est pris avec violence aux travailleurs en grève. Il a organisé sous le nom « d'action civique » des groupes factieux.

Les travailleurs, par leur calme et leur sang-froid, ont fait échec aux calculs du pouvoir.

L'attitude de notre Parti a permis d'éviter l'affrontement violent que cherchait et que cherche encore le pouvoir.

C'est pourquoi nous avons dénoncé les provocations et les violences des groupes « gauchistes » - soutenus par le P.S.U. - que nous ne confondons pas avec la masse des étudiants.

De partout monte l'exigence des travailleurs, des démocrates, de changer radicalement le cours de la politique française, d'en finir avec la politique du grand capital, donc avec le système gaulliste.

Le gouvernement de demain *doit assurer :*

— La garantie du **pouvoir d'achat**, des salaires, traitements et retraites.

— La réduction progressive du **temps de travail**.

— L'avancement de l'âge de la **retraite**.

— Des mesures efficaces contre le **chômage**.

— Une juste rémunération du **travail paysan.**

— L'abrogation des **ordonnances** frappant la Sécurité Sociale.

— La garantie et l'extension des **libertés syndicales.**

Il faut attribuer à **l'Education Nationale** le quart du budget de l'Etat et réaliser conjointement une réforme profonde de l'enseignement qui aboutira notamment à la création d'une **Université Moderne et Démocratique.**

Il faut assurer réellement aux jeunes, **à tous les jeunes de la ville et de la campagne,** le droit au savoir, un **métier** correspondant à leurs goûts et à leurs aptitudes, les **loisirs** culturels et sportifs nécessaires et aussi le **droit de vote** à 18 ans.

Il faut remédier à la crise du **logement** et construire à cet effet 600 000 logements par an dont 300 000 logements HLM à des **taux de loyer accessibles.**

Il n'est pas vrai que l'application de ces réformes mettrait en danger l'économie du pays.

Mais il est vrai que pour les réaliser il faut s'attaquer résolument à la toute puissance des monopoles capitalistes.

C'est pourquoi notre parti Communiste préconise :

— **La nationalisation progressive** des grandes entreprises détenues par les monopoles dans les secteurs clés de l'économie.

— **Une réforme démocratique profonde de la fiscalité** qui doit frapper les grosses fortunes et abolir les privilèges dont jouissent les grandes sociétés.

— L'application d'un **plan démocratique** de développement économique et social pour l'ensemble du pays.

Toutes ces mesures ne peuvent être appliquées que par un gouvernement démocratique fort et stable, qui garantisse toutes les **libertés publiques** et qui soit responsable devant une **véritable Assemblée Nationale** ayant le pouvoir de faire les lois et de contrôler le gouvernement.

Naturellement, une telle politique est inséparable d'une politique extérieure fondée sur **l'indépendance et la paix** sur la coopération internationale avec tous les pays, sur la sécurité collective et le désarmement, ce qui exige en particulier pour le **peuple vietnamien** le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Pour mettre en œuvre cette politique hardie qui poserait les bases d'une démocratie avancée qui frayerait la voie au socialisme, **nous considérons qu'il est nécessaire de constituer un gouvernement populaire et d'union démocratique** fondé sur l'entente des partis de gauche et sur le soutien actif des masses populaires, un gouvernement dans lequel nous aurions la place qui nous revient.

Voter communiste c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse et à l'intérêt de la République et de la France.

C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme

En agitant le spectre de la guerre civile et du chaos, en évoquant le prétendu danger communiste, De Gaulle et ses candidats se livrent à une manœuvre grossière.

Il s'agit de choisir

— Ou bien le pouvoir personnel ouvrant la voie à la dictature militaire avec son escorte de mesures réactionnaires et anti-sociales.

— Ou bien la démocratie nouvelle fondée sur l'union de toutes forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont les communistes font partie intégrante.

A l'inverse du parti gaulliste qui revendique le pouvoir pour lui seul, nous, communistes, nous ne revendiquons pas le pouvoir pour notre seul parti.

C'est pourquoi nous préconisons **l'union de toutes les forces de gauche sur un programme commun** et nous regrettons que la F.G.D.S. n'ait pas encore répondu à nos appels maintes fois renouvelés.

M. Chapalain, député gaulliste et inconditionnel depuis 10 ans, porte avec le nouveau ministre Le Theule une lourde responsabilité dans la situation actuelle des travailleurs.

L'échec du docteur Maury aux dernières élections montre qu'il y a peu de chances de succès pour une tentative « centriste » : MM. Cossart et Mordret sont d'ailleurs les représentants typiques **d'une politique réactionnaire qui a élevé cette année encore les impôts des manceaux de 35 p. cent, ce qui représente 195 p. cent en 4 ans.**

Les querelles secondaires et personnelles entre eux et M. Chapalain ne doivent pas masquer qu'ils défendent - en définitive - la même politique au service des classes possédantes.

Contre cette politique, le candidat du Parti Communiste Français représente efficacement la véritable opposition de Gauche au pouvoir. Il est susceptible de mettre en échec les représentants du Gaullisme et de la réaction.

Vous ne disperserez pas vos voix,

Vous placerez Christian ROUBY dès le premier tour largement en tête des candidats de Gauche afin de créer les meilleures conditions pour rassembler ensuite, sur son nom, tous ceux qui veulent un changement politique.

Votez et faites voter

Christian ROUBY

IMP. MAXIME BRUNET - BEAUFAY (SARTHE)